

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRADEBE SOLVANTS SERVICES

230 AVENUE DES AUREATS
26 000 Valence

Références : 20240722-RAP-DAEN1106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement TRADEBE SOLVANTS SERVICES implanté 230 avenue des Auréats 26 000 Valence. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADEBE SOLVANTS SERVICES
- 230 avenue des Auréats 26 000 Valence
- Code AIOT : 0006102787
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le groupe TRADEBE a fait l'acquisition, en juillet 2013, de 100 % du capital de la société CHARPAIL CHIMIE, exploitant du site. Fin 2013, la raison sociale de cette société a changé, elle est devenue «TRADEBE Solvants Services» (TSS).

Les activités exercées dans l'établissement ont été autorisées initialement par arrêté préfectoral n°262 du 17 décembre 1959, elles sont essentiellement composées de stockage, régénération et remplissage-distribution de liquides inflammables de première catégorie, dont certains sont des composés halogénés.

L'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 régit actuellement les installations de l'établissement, il a été modifié par plusieurs arrêtés.

La société TSS a décidé de cesser l'activité du site. Conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, elle a présenté le 4 août 2015 à la préfecture de la Drôme une notification de cessation d'activité. Son examen a fait l'objet d'un rapport de notre service le 25 novembre 2016, il est rappelé en référence.

Compte tenu des résultats des premières investigations menées dans le site, mettant en évidence l'existence de pollutions, un arrêté préfectoral encadrant le processus de dépollution du site et de suivi a été notifié à la société TSS le 25 janvier 2017. Divers travaux de dépollution ont été réalisés, et un suivi de l'évolution des concentrations en polluants dans le sol a été assuré jusqu'à début 2024.

Sur le plan administratif, la procédure de cessation définitive d'activité au titre de la législation sur les installations classées reste à clôturer : En application du paragraphe 3 de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement, l'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux (dépollution, évacuation des produits dangereux et des déchets // Interdictions ou limitations d'accès au site).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence de produits dangereux ou déchets	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	3 mois
2	interdictions ou limitations d'accès au site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	1 jour
3	Surveillance des effets du site sur son environnement	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions conséquentes de nettoyage des lieux, de mise en sécurité du site, et d'évacuation des déchets en centres autorisés, sont encore à mener.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence de produits dangereux ou déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux ou déchets
Prescription contrôlée : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : Les différents locaux du site et toutes les aires de stockage extérieures ont été visités. Il est à noter toutefois que certaines zones de petit volume étaient très faiblement éclairées. La partie habitation du site (étages au-dessus des bureaux) n'a pas été visitée de façon exhaustive. <u>Produits dangereux</u> : L'inspection a constaté la présence d'une petite quantité de produits chimiques (moins de 10 sacs d'environ 30 kg) contenant à priori des composés chlorés. Le propriétaire du site, présent lors de la visite, s'est engagé à évacuer les sacs de produits chimiques en centre de traitement autorisé, ou bien à les remettre à une société qui pourra les utiliser. <u>Présence de zones dangereuses</u> : Sous l'auvent situé au Sud-Ouest du site se trouve un plancher en bois très dégradé dont l'accès est possible ; il n'est en effet pas isolé physiquement par des barrières. La hauteur du local situé sous ce plancher est d'au moins 3 mètres. Il est nécessaire, soit de condamner très efficacement l'accès au plancher, soit de faire enlever au plus vite ce plancher qui est très dangereux et non réparable vu son état de délabrement. Cette action permettra, d'une part de supprimer le danger que représente le plancher, d'autre part d'évacuer tous les déchets présents dessous, notamment les anciennes canalisations de produits chimiques aperçues. Dans un local du site se trouve un dispositif de gestion d'eau, apparemment dans un état relativement correct. Une plaque métallique est enlevée, elle permet de descendre dans un sous-sol de faible volume. Il convient de s'assurer de l'absence de tout produit ou déchet dans ce sous-sol, et de supprimer tout risque de chute en remplaçant la plaque métallique qui en condamne l'accès. Le propriétaire fait part à l'inspection des nombreuses dégradations effectuées dans le site au fil des ans ; il signale qu'un homme a voulu s'introduire dans un bâtiment par la toiture. Une tôle ondulée en fibrociment sur laquelle il a marché a cédé, il a chuté et s'est gravement blessé. L'inspection constate que la toiture de certains bâtiments du site est constituée de tôles ondulées en fibrociment qui contiennent très probablement des fibres d'amiante vu leur âge. Leur changement immédiat n'est pas réglementairement obligatoire. Ceci étant, si ces tôles sont enlevées, cette opération devra être réalisée par une société agréée, avec toutes les précautions qui s'imposent pour ne pas émettre de fibres d'amiante dans l'environnement. Une fois les tôles conditionnées de façon étanche, et étiquetées, s'agissant de déchets dangereux, elles devront

être transportées dans un centre de stockage autorisé.

Déchets : Ils sont très nombreux et variés, disséminés dans les différents locaux du site : Leur évacuation est indispensable pour pouvoir offrir au site un nouvel usage. Notons que la plupart des composants et des câbles des installations électriques ont été pillés. Toutes ces installations sont à enlever et évacuer en centre autorisé. Il en est de même pour toutes les canalisations qui ont été utilisées pour le transfert de produits chimiques.

Un bidon d'huile éventré a été constaté sur le sol en béton d'un local. Il est à évacuer en centre de traitement autorisé, ainsi que les déchets résultant des actions de nettoyage des zones huileuses aperçues en divers endroits sur le sol.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des actions de mise en sécurité du site, de nettoyage et d'évacuation de déchets sont conséquentes à mener par l'exploitant, ou toute personne ou société à qui l'exploitant aura sous-traité ces actions.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : interdictions ou limitations d'accès au site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Accès

Prescription contrôlée :

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

Constats :

Chaque accès au site constaté est équipé d'une porte ou d'un portail. Tous sont fermés à clé ou cadénassés, excepté une porte permettant d'accéder à l'intérieur d'un bâtiment. Cette porte doit rester fermée à clé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veiller à maintenir en permanence fermées à clé ou cadénassées toutes les entrées du site, en dehors d'actions menées par ou sous la responsabilité de l'exploitant.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour

N° 3 : Surveillance des effets du site sur son environnement.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Piézomètres et piézairs

Prescription contrôlée :

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

Certains des piézomètres et piézairs, réalisés pour assurer le suivi des concentrations en polluants dans le sol et les eaux souterraines, ont été aperçus.

S'il est décidé qu'aucun suivi n'est désormais à réaliser compte tenu, d'une part des travaux de dépollution effectués, d'autre part des résultats obtenus dans le cadre du suivi déjà réalisé, il faudra supprimer (ou mettre en sécurité) tous les piézomètres et piézairs du site dans le respect de la réglementation en vigueur, de façon à ce que ces ouvrages ne puissent pas constituer des vecteurs de pollution. Il y a à priori un puits dans le site, il conviendra de s'assurer qu'il ne peut constituer un vecteur de pollution des eaux souterraines. Selon le site internet précisé ci-dessous, un point d'eau déclaré se situerait dans votre site : code BSS001YZXR (08187X0167/P1), mais il est noté « puits 1 de Rhône Poulenc Fibres », ses coordonnées X,Y (Lambert 93) sont : X : 848838 / Y : 6422714 (m NGF). Ce point se situe à l'intérieur de la parcelle CW9. Ce sujet est à clarifier.
<http://infoterre.brgm.fr/viewerlite/MainTileForward.do>

L'examen de tous ces ouvrages sera réalisé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une décision sera très prochainement portée à la connaissance de l'exploitant et du propriétaire du site sur la nécessité ou non d'assurer un suivi des concentrations en polluants dans le sol du site et/ou dans les eaux souterraines, et ce au moyen de quels ouvrages.

Dès que cette décision sera connue, les dispositions doivent être prises pour supprimer (ou mettre en sécurité) les ouvrages qui ne seront pas utilisés pour ce suivi éventuel.

La situation administrative du puits à priori existant dans le site est à éclaircir, cet ouvrage est à mettre en sécurité s'il ne l'est pas.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois